

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 11 DÉCEMBRE 2009
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
POUR L'ANNÉE 2010
(CENTRE)

NOR : *ASET1050336M*

IDCC : *1702, 2614*

Entre :

La FRTP Centre,

D'une part, et

La fédération région Centre FO ;

L'UR construction et bois Centre CFDT ;

L'UR Centre CFTC ;

La section régionale Centre CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

En application du chapitre VIII-1 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993 (*Journal officiel* du 29 mai 1993), les montants des indemnités de petits déplacements applicables aux ouvriers de travaux publics de la région Centre applicables à partir du 1^{er} janvier 2010 sont fixés comme suit :

Indemnité de repas : 11 €.

Indemnité de trajet

(En euros.)

ZONE	MONTANT
1A (0 à 5 km)	1,20
1B (5 à 10 km)	2,08
2 (10 à 20 km)	3,39
3 (20 à 30 km)	4,16
4 (30 à 40 km)	5,22
5 (40 à 50 km)	6,52
6 (50 à 60 km)	7,89
7 (60 à 70 km)	9,39

Indemnité de transport

(En euros.)

ZONE	MONTANT
1A (0 à 5 km)	1,84
1B (5 à 10 km)	2,97
2 (10 à 20 km)	6,22
3 (20 à 30 km)	9,21
4 (30 à 40 km)	12,76
5 (40 à 50 km)	16,33

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au chapitre VIII-2 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue le 29 mai 1993.

Article 2

En application de l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (*Journal officiel* du 28 juin 2007), les valeurs des indemnités de repas et de transport ci-dessus s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités et/ou remboursements de frais de déplacement prévus au chapitre VII.2 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006.

Article 3

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Orléans, le 11 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)